Il y a 10 ans, Charlie Hebdo était visé par une attaque… et lâché par quelques « intellectuels »

03/11/2021 à 18h01



Dans la nuit du 1er au 2 novembre 2011, les locaux de Charlie Hebdo étaient ciblés par un incendie criminel, alors que la rédaction s'apprêtait à publier un numéro intitulé : « Charia Hebdo ». Peu après, une tribune d'intellectuels appelait à ne pas « ***s'apitoyer sur les journalistes de Charlie Hebdo*** ».

Dans la nuit du 1er au 2 novembre 2011, le siège du journal satirique s'embrase. Un riverain, alerté par un bruit de verre brisé, voit s'enfuir deux personnes dans la nuit. Ces assaillants viennent de jeter des cocktails Molotov à l'intérieur de la rédaction de Charlie Hebdo, située alors boulevard Davout dans le 20e arrondissement de Paris. Ils ne seront jamais identifiés. Les locaux sont carbonisés, hors d'usage. Au même moment, le site internet du journal est piraté. La page d'accueil est remplacée par une photo de la grande mosquée de La Mecque, avec un message en anglais : ***« No god but Allah »*** **(Pas d'autre Dieu qu'Allah »)**.

[…]

UNE PÉTITION SIGNÉE PAR UNE VINGTAINE D'INTELLECTUELS

« Les gens se sont enflammés pour un journal dont ils ne connaissaient pas le contenu », s'étonnait Charb, le directeur de la publication du journal, assassiné quatre ans plus tard. *« Nous avons critiqué beaucoup plus les intégristes catholiques. En 19 ans, nous avons eu 13 procès avec certains d'entre eux et un seul avec des musulmans. On ne se lève pas chaque matin en se disant :* "qu'est-ce qu'on va pouvoir raconter sur l'islam aujourd'hui ?" », poursuivait-il en faisant référence au procès, intenté par plusieurs organisations musulmanes françaises, après la republication en 2006 des caricatures de Kurt Westergaard, parues dans le quotidien conservateur danois Jyllands Posten. Une procédure judiciaire qui a abouti à une relaxe du journal, poursuivi pour *« injures publiques envers un groupe de personnes en raison de sa religion »*. Mais cet événement a marqué le point de départ des menaces islamistes contre Charlie Hebdo.

L'incendie de l'hebdomadaire avait suscité une condamnation quasi unanime. Seuls une petite vingtaine d'intellectuels, de journalistes et de militants s'étaient signalés en signant une pétition intitulée « *Pour la défense de la liberté d'expression, contre le soutien à Charlie Hebdo* ». Les signataires, réunis à l'appel du parti décolonialiste les Indigènes de la République, considérait qu'il n'y avait *« pas lieu de s'apitoyer sur les journalistes de Charlie Hebdo, que les dégâts matériels seront pris en charge par leur assurance »*. Parmi eux se trouvaient notamment des personnalités comme l'essayiste Rokhaya Diallo, la militante Houria Bouteldja, le journaliste Sébastien Fontenelle, ou l'universitaire Sylvie Tissot, justement qualifiés par Jack Dion, l'éditorialiste de Marianne, *« d'idiots inutiles de l'islamisme »* qui allait frapper la rédaction quatre ans plus tard.

Marianne

Abdelaziz Chaambi, *président de la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI)* qui a était dissoute en conseil des ministres en octobre 2021 **était l'un des signataires de cette pétition** :

> *Appel à la haine : dissolution de l'association CRI France « Coordination contre le racisme et l'islamophobie » en conseil des ministres — https://t.co/h3HclW3wGC pic.twitter.com/ASkVj2dVER*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) October 20, 2021*

Le collectif signataire de ce texte est composé de : *Saïd Bouamama, Youssef Boussoumah, Houria Bouteldja, Henri Braun, Abdelaziz Chaambi, Ismahane Chouder, Olivier Cyran, Christine Delphy, Thomas Deltombe, Rokhaya Diallo, Sébastien Fontenelle, Nawel Gafsia, Laurent Lévy, Hassina Mechaï, Ndella Paye, Faysal Riad, Arielle Saint Lazare, Karim Tbaili, Pierre Tevanian, Sylvie Tissot, et Najate Zouggari*

Saïd Bouamama est sociologue et militant antiraciste ; Youssef Boussoumah et Houria Bouteldja sont membres du Parti des Indigènes de la République ; Abdelaziz Chaambi était le porte parole du Collectif contre le racisme et l'islamophobie ; Ismahane Chouder et Ndella Paye sont membres du Collectif des Féministes Pour l'Egalité, de Mamans Toutes égales et de Participation et Spiritualité musulmanes ; Christine Delphy et Sylvie Tissot sont sociologues et militantes féministes ; Olivier Cyran, Thomas Deltombe, Rokhaya Diallo, Sébastien Fontenelle et Hassina Mechaï sont journalistes ; Henri Braun et Nawel Gafsia sont avocats ; Arielle Saint Lazare est militante féministe ; Laurent Lévy, Faysal Riad, Karim Tbaili, Pierre Tevanian et Najate Zouggari sont militants antiracistes.